



Françoise Roche

Secrétaire Générale

5, rue Clisson 75013 PARIS / T 0684572075 / T F 0153940753
FR41@wanadoo.fr / gc.roche@orange.fr
www.snca-nat.fr

COMMUNIQUE

Avec la Convergence, pour les Etats Généraux des Services Publics

Ce jour, 17 décembre 2009, a été lancée l'initiative de la Convergence des Collectifs de Défense et de Développement des Services Publics : **la préparation et l'organisation, dès maintenant, à travers toute la France, d'Etats Généraux des services publics pour le mois de juin 2010.**

Pour ce lancement, la Convergence présentait au public et à la presse, conviée à la Maison de la Mutualité de PARIS, un certain nombre d'appels à la mobilisation en faveur de ce projet. Des interventions filmées et des prises de parole en direct depuis la tribune ont ainsi réuni, pour une même cause, associations, syndicats et partis politiques.

Le SNCA e.i.L. Convergence, qui a ajouté ce mot à son logo, depuis déjà un certain temps, pour rendre hommage à la Convergence tout en affirmant son engagement entier dans la défense et la promotion des services publics, était dans la salle.

La diversité des intervenants, dont beaucoup témoignaient des luttes en cours pour la défense du service public, de ses missions et de ses personnels (rail, poste, culture, santé, petite enfance), s'accordait cependant sur un point du constat : **l'idéologie libérale, dont SARKOZY est un tenant et un propagandiste forcené, est l'élément moteur de la casse des services publics** qui a d'ailleurs commencé il y a plus de vingt ans. L'autre point d'accord était, toujours sur le constat, que dans la période de crise que le pays traverse **ce sont les catégories sociales en voie de paupérisation qui sont les premières victimes de cette mise à mort du service public, programmée au bénéfice d'intérêts privés** depuis fort longtemps déjà, il faut le répéter.

Sur la raison d'être des services publics, il y avait également consensus : ils traduisent **la prise en compte de l'intérêt général.**

Quant aux objectifs à atteindre, ils étaient évidents pour tous : faire cesser la casse, reconquérir les services publics et en étendre le champ et les secteurs.

Pour cela, autre point d'accord, **il faut non seulement résister mais passer à la contre-offensive : les Etats Généraux permettent à la fois d'affirmer la résistance au démantèlement en cours et de fixer les axes de la contre attaque.**

Comme il est loisible de le remarquer, il y avait là de quoi faire l'unanimité de tous les participants. Le SNCA e.i.L. Convergence se gardera bien de minimiser l'importance d'une telle unanimité venant d'une telle diversité d'origines.

Cependant, le SNCA e.i.L. Convergence tient à faire un certain nombre de remarques sur le non dit et le « si peu dit ».

Tout d'abord, la France n'a jamais été aussi peuplée qu'aujourd'hui : 60 millions d'habitants dont **8 millions (13,33 %) vivent bien et même très bien, tandis que les 52 autres millions** (presque 87 % du total) vivent de moins en moins bien et pour beaucoup d'entre eux, très mal ou de plus en plus mal.

Ceux qui vivent bien ont besoin de services publics : des hôpitaux de qualité, des lycées performants, des musées accessibles toute l'année, une poste ouverte tous les jours de la semaine, des TGV qui partent et reviennent à l'heure. Et ils ont tout cela : le service public fonctionne très bien et continuera à fonctionner très bien tant que ces gens là en auront besoin. Sauf qu'ils ont tout cela, et l'auront, aux dépens des autres, ceux qui ne vivent pas dans les quartiers chics, les banlieues huppées et les villégiatures à la mode : ce sont les plus nombreux, et qui abondent par les impôts directs et indirects qu'ils payent ces établissements de services publics ponctuellement sans problème et si nécessaires à « la qualité de vie » de ces nantis et surnantis. En contrepartie de quoi, ils sont privés, eux, chaque jour davantage, des services publics dont ils ont besoin pour éduquer leurs enfants, se soigner, circuler, communiquer, ...

Comment en est-on arrivé là ? Depuis plus d'un tiers de siècle, disons depuis la sortie des Trente Glorieuses (la France atteignait alors 50 millions d'habitants, en gros 10 de plus qu'au lendemain de la Libération), **la rémunération du travail n'a cessé de se dégrader.** Alors qu'il y a 30 ans, la rémunération du travail représentait à peu près 80 % de la valeur des richesses annuellement produites (le produit mondial brut), aujourd'hui elle n'en représente que 70 %, voire moins. La différence de 10 points et plus est allée à la rémunération du capital et a permis à ces nantis d'augmenter les revenus qu'ils tirent éventuellement de leur propre travail par ceux de la spéculation et des gras dividendes de leurs portefeuilles mobiliers.

A aucun moment, les gens de gauche qui intervenaient majoritairement, pour ne pas dire unanimement, n'ont parlé de **la lutte de classe que le libéralisme économique et ses suppôts mènent contre le peuple** de France et les peuples du monde entier. Un moyen de cette lutte de classe des nantis contre les autres, les travailleurs qui ne possèdent pas grand-chose d'autre que leur force de travail sinon un appartement ou un pavillon dont les traites s'échelonnent sur plusieurs décennies et la-les bagnoles, achetées elles aussi à crédit pour aller bosser et, une fois par an, peut-être partir en vacances, c'est justement **la destruction des services publics qui sont une manière de redistribution des richesses pour atténuer les inégalités de revenus.** Et c'est exactement le contraire que l'idéologie libérale préconise et met en place : **du service public performant pour la minorité sans problème et de moins en moins de service public pour ceux qui en ont le plus besoin.** Soyons justes : le porte parole de l'UNEF a frôlé la bonne remarque en disant qu'il était paradoxal de ne pas compenser les désastres de la crise par plus d'emplois publics.

Autre « si peu dit » : la République, à croire que c'est un gros mot ! Pourtant, beaucoup l'ont rappelé, souligné, mis en exergue : **le choix de créer, de développer, d'améliorer les services publics, ou, au contraire, comme c'est le cas aujourd'hui, de les réduire au maximum, dans le seul intérêt d'un groupe social minoritaire, est un choix de société.** Qui dit société dit organisation et structures politiques. Alors quelle organisation de la Cité, quelles structures ?

Le SNCA e.i.L. Convergence a l'habitude de dire que **les services publics sont au cœur de la République, qu'ils sont la traduction concrète de sa devise « Liberté, Égalité, Fraternité ».** Il s'interroge, par conséquent, sur les raisons du peu de cas que font de la République et de ses valeurs tant de ces braves intervenants pour la défense des services publics. A part quelques rares mentions de l'adjectif « *républicain* » au détour d'une phrase, les seuls à avoir vraiment traité de **l'implication réciproque de la République et des services publics** sont Anicet LE PORS dans sa brillante explication de la nocivité de la

réforme territoriale voulue par le « *pragmatisme destructeur* » de SARKOZY qui travaille à la « *banalisation de la France* » et Jean-Luc MELENCHON qui utilise les vocables « *République* » et « *républicain* » non seulement avec pertinence mais aussi avec délectation.

Merci à tous les deux.

Par ce communiqué le SNCA e.i.L. Convergence ne tient pas tant à exprimer une part de son point de vue sur la nécessité de sauver et d'enrichir ce « *patrimoine* » (quelqu'un a utilisé, très intelligemment, ce terme, mais je ne sais plus qui) que sont les services publics. Il veut surtout marquer son engagement à être présent dans la mise en place, tout au long de l'année 2010, de ce qui doit prélude à **la reconquête par les citoyens, les travailleurs, les utilisateurs, leurs élus, de ce qui est leur bien commun et dont les capitalistes les spolient.**

Paris, le 17 décembre 2009

La secrétaire générale
Françoise Roche